

Les événements semblent doucement se remettre en place comme en août 2009

Suite de la page 7

Face à cette importante violation de la loi constitutionnelle, la France « intime » l'ordre aux opposants de passer à autre chose. Pendant ce temps, n'oublions pas, le régime en profite également pour faire arrêter, puis relâcher des opposants de tous âges au gré de ses fantaisies, et, surtout de l'impunité internationale dont il bénéficie.

Tout s'organise en fonction du coup d'État électoral que le régime prépare. La fiction de l'élection présidentielle se met en place, une élection à un seul tour, une fiction facilitée par le comportement de plusieurs des candidats, qui jouent le jeu de la confrontation aux apparences démocratiques.

Ali Bongo, avec ou sans acte de naissance, fait comme si tout allait de soi. Profitant des moyens de l'État, comme à l'accoutumée, la radio et télévision nationales font sa propagande, de manière visible et déclarée: Les meetings de l'opposition sont inquiétés voire interdits. M. Bongo se déplace avec les hélicoptères et avions de l'État pour aller dans les provinces du Gabon, territoires où des populations rémunérées sont « invitées » à le célébrer.

Il y a parfois des ratés dans les villages « Potemkine » qu'il visite comme dans ce village du Woleu Ntem où un député du Parti au pouvoir est venu publiquement lui signifier sa

démission, dans un ultime et théâtral acte de courage... Bref, les moyens sont disproportionnés, comme on pouvait s'en douter. D'un côté l'appareil d'État instrumentalisé, depuis 50 ans, de l'autre les bonnes volontés d'une opposition certes divisée en de multiples clans, mais animée d'un vrai désir de changement.

La réflexion s'impose désormais. Ayant sans doute cru à l'élimination de la candidature d'Ali Bongo, beaucoup de candidatures crédibles se sont faites connaître, au milieu des traditionnelles candidature fantaisistes, parfois pilotées par le régime.

Sur les 13 candidatures, 4 émanent de personnalités ayant un poids politique significatif: Guy Nzouba Dama, ancien président de l'Assemblée nationale, Jean Ping, ancien président de la commission de l'Union africaine, René Ndong Sima, ancien premier ministre d'Ali Bongo, Casimir Oyé Mba, ancien premier ministre d'Omar Bongo et candidat de l'Union nationale.

La problématique de la candidature unique de l'opposition a toujours eu la préférence du Mouvement Civique du Gabon, qui a, de son côté, également œuvré pour éviter de multiples candidatures du côté de la société civile, elle-même en forte ébullition durant un temps.

Aujourd'hui, comme en 2009, comme en témoigne la question de l'acte de naissance,

la Cour constitutionnelle gabonaise ne défendra pas l'État de droit.

Une fois battu dans les urnes, Ali Bongo devrait procéder à un coup d'État électoral en inversant les résultats en sa faveur et en mettant ses mercenaires dans les rues de Libreville pour effrayer les populations. Il devrait couper les réseaux de communication sous prétexte d'assurer la sécurité du pays. Il devrait sans doute arrêter des personnalités partisans du changement démocratique. C'est à peu près le scénario aujourd'hui envisagé par ses proches et lui, pariant sur une absence de combativité des Gabonais, et un silence complice de la France. La CEMAP, dite « commission électorale autonome » est d'ailleurs déjà sous haute surveillance policière dans un quartier sûr de Libreville de façon à ce qu'elle soit hors d'atteinte des populations lorsqu'elle prononcera les faux résultats donnant Bongo vainqueur.

La farce électorale a déjà commencé puisqu'un sondage, commandé par Bongo pour déstabiliser l'opposition, le donnant vainqueur à 58 %, contre 20% pour le premier opposant, a été donné. Or, Ali Bongo, en dehors de ses multiples fraudes, est l'homme de la régression économique du Gabon. Il est impossible qu'un sondage d'opinion puisse le donner vainqueur, tant les Gabonais-e-s souhaitent son

départ rapide. Par ailleurs, les conditions d'éducation dans le pays sont catastrophiques avec des résultats en baisse dans tous les domaines. Des rationnements ont même été instaurés à Libreville en matière d'eau et d'électricité, sans compter les coupures intermittentes qui n'existaient pas jusqu'à présent.

Face à ce constat, et tentant d'empêcher malgré tout un destin aussi funeste pour le Gabon, il est impératif de rassembler les candidatures. Resserer les candidatures autour d'un ou deux hommes serait une stratégie gagnante face aux différents partenaires de l'extérieur, aux prises avec un intense lobbying du clan Bongo et du régime, qui tente d'imposer le thème selon lequel Ali Bongo serait le garant de la « paix » au Gabon, alors même qu'il est à l'origine de tous les conflits existants, du climat délétère, et de la prédation des richesses du Gabon.

Il faudrait prendre conscience du fait que rien ne sera possible tant que le clan Bongo occupera indûment le sommet du pouvoir au Gabon.

Renverser la logique du coup d'État électoral, c'est aussi prévoir de combattre toute forme de prise de pouvoir par la force du clan Bongo, une fois les faux résultats dévoilés le 30 août 2016.

C'est là l'affaire de volonté, et de courage; C'est là l'affaire de tous et de toutes !